

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 10 juillet 2026

### FOCUS - L'ÉCOSYSTÈME TECH COLOMBIEN S'AFFIRME COMME L'UN DES PLUS DYNAMIQUES D'AMÉRIQUE LATINE, MALGRÉ DES FRAGILITÉS STRUCTURELLES. 2

#### **Bolivie** 3

En juin, l'inflation a atteint 9,2 % et le taux de change officiel est resté stable. 3

#### **Colombie** 3

L'appréciation du peso réduit la compétitivité des exportations. 3

En juin, l'inflation atteint 6,1 %. 3

En 2025, la croissance du PIB s'est concentrée dans les départements diversifiés tandis que celle des économies extractives s'est essouffée. 4

#### **Équateur** 4

Au T1 2026, les *remesas* vers l'Équateur ont augmenté de 7,7 %. 4

Malgré une relative hausse des IDE au T1 2026, ces derniers restent à un niveau faible. 5

Face au déclin du champ pétrolier de Sacha, le gouvernement souhaite mettre en place un partenariat privé. 5

#### **Guyana** 6

La production d'électricité dans le cadre du projet « Gas-to-Energy » devrait être opérationnelle d'ici décembre 2026. 6

#### **Pérou** 6

La reconduction de Julio Velarde à la tête de la Banque centrale conforte la stabilité macroéconomique du Pérou. 6

Le Pérou atteint son plus bas niveau historique dans le classement mondial de la compétitivité 6

L'exploration minière confirme le potentiel géologique du Pérou malgré un territoire encore très peu exploré 7

#### **Suriname** 7

Le gouvernement lance un programme de prêts hypothécaires à partir de 3 %. 7

#### **Venezuela** 7

La signature du décret d'application permet la mise en œuvre de la réforme des hydrocarbures. 7

Les tremblements de terre ont réduit la connexion Internet d'environ 50 %. 8

# Focus - L'écosystème tech colombien s'affirme comme l'un des plus dynamiques d'Amérique latine, malgré des fragilités structurelles.

La Colombie s'est imposée ces dernières années comme le troisième hub technologique d'Amérique latine, derrière le Brésil et le Mexique. Cette expansion s'explique par plusieurs facteurs structurels favorables : un marché intérieur de plus de 50 millions d'habitants offrant une base critique de consommateurs, un taux d'adoption numérique élevé (notamment dans les paiements numériques et l'e-commerce), ainsi qu'un coût du travail qualifié relativement compétitif par rapport à d'autres hubs technologiques régionaux. La position géographique centrale de la Colombie en Amérique latine et son environnement macroéconomique historiquement plus stable que celui de plusieurs voisins ont également renforcé son attractivité pour les investisseurs et entrepreneurs étrangers.

**Le pays compte aujourd'hui deux licornes (Rappi, spécialisée dans la livraison, et Habi dans l'immobilier) et environ 2 000 start-ups technologiques**, bien que la majorité d'entre elles restent de petite taille et qu'un nombre sont parvenues à « passer à l'échelle » (*scaling*). Celles-ci sont principalement situées à Bogota et à Medellin, qui s'est aussi imposée comme un *hub* technologique grâce à une stratégie publique volontariste d'innovation à l'échelle locale, portée notamment par l'agence publique d'innovation de *Medellin Ruta N*. La majorité de ces start-ups ont une spécialisation marquée dans la *fintech* (technologie pour la finance), la logistique et l'e-commerce.

**Toutefois, l'accès au financement est un frein majeur à la croissance des start-ups colombiennes.** Le capital-risque demeure encore insuffisamment profond pour accompagner pleinement la montée en puissance des start-ups locales. Cette difficulté s'explique notamment par la faible participation des investisseurs institutionnels domestiques –fonds de pension, assureurs ou grandes institutions financières– au capital-risque. Même si plusieurs fonds colombiens ont gagné en maturité (e.g. InQlab, EWA Capital), leurs capacités d'investissement restent relativement limitées et concentrées sur les phases d'amorçage (*i.e.* les premières levées de fonds). En revanche, les levées de fonds plus importantes constituent un goulot d'étranglement majeur dépendant largement de capitaux étrangers, ce qui rend l'écosystème colombien très sensible aux cycles financiers mondiaux.

**Les autres défis majeurs de l'écosystème tech colombien sont celui du capital humain et de l'internationalisation.** Le pays souffre d'une pénurie persistante de profils spécialisés en IA ou cybersécurité, poussant les entreprises à recruter à l'étranger certains postes stratégiques. En outre, beaucoup de start-ups locales peinent à se développer hors du pays, notamment dans les secteurs régulés (*fintech* ou *healthtech*).

**La Colombie a développé depuis plus d'une décennie des politiques publiques relativement ambitieuses pour faire émerger de nombreux champions régionaux.** Le programme le plus emblématique reste *iNNpuls Colombia*, agence publique dédiée à l'entrepreneuriat et à l'innovation, qui finance l'accélération de start-ups et facilite leur accès aux investisseurs. L'État soutient également des mécanismes de cofinancement, de mentorat et d'internationalisation. Le gouvernement colombien a également encouragé l'essor du numérique via des politiques de connectivité, d'éducation digitale et d'inclusion financière.

Plusieurs dispositifs fiscaux favorisent l'investissement en innovation, y compris des crédits d'impôt pour la R&D et certains avantages pour les entreprises technologiques. Ces politiques ont amélioré l'attractivité du pays, mais leur impact reste limité par la faiblesse du financement privé local, la fragmentation institutionnelle et l'instabilité réglementaire perçue par certains investisseurs internationaux.

## Bolivie

**En juin, l'inflation a atteint 9,2 % et le taux de change officiel est resté stable.**

**En juin, l'inflation a atteint 9,2 % en glissement annuel, tandis que l'inflation mensuelle s'est élevée à 2,2 %,** selon l'Institut national des statistiques. Cette hausse des prix est portée par l'inflation alimentaire, dans un contexte marqué par plus de 53 jours de blocages et des problèmes d'approvisionnement. Les blocus ont affecté le transport des marchandises, augmenté les coûts logistiques et provoqué des difficultés d'approvisionnement, notamment en produits périssables. Les variations régionales sont fortes : Oruro a enregistré la plus forte inflation mensuelle du pays avec 3,9 %, suivie de la région métropolitaine de Kanata (Cochabamba) avec 3,7 %, et de l'agglomération de La Paz (3,4%).

**Par ailleurs, une semaine après la mise en place du nouveau régime de change flexible (cf. [Brèves semaine 27](#)), le taux de change officiel reste à 9,8 BOB/USD.** Le taux de change est mis à jour quotidiennement par la Banque centrale bolivienne et reste inchangé depuis le samedi 4 juillet.

## Colombie

**L'appréciation du peso réduit la compétitivité des exportations.**

**Entre janvier et avril 2026, alors que l'activité nationale a augmenté de 2,4 % (en g.a), le secteur manufacturier n'a enregistré qu'une hausse de 1,7 %.** Selon Banco de Bogotá, cette situation s'explique par les préférences des ménages pour les produits importés, dans un contexte de forte appréciation du peso. Le

peso a clos le mois de juin comme la devise la plus performante au monde.

Le secteur de la fabrication de matériel de transport est l'un des principaux moteurs de l'industrie, avec une croissance de 29 % depuis le début de l'année (en g.a), représentant environ un quart de la croissance totale du secteur manufacturier. Par ailleurs, sur les 39 sous-secteurs de l'industrie, près de la moitié ont enregistré des contractions à deux chiffres depuis le début de l'année (en g.a), dont la transformation du café, du cacao et du chocolat, la fabrication de produits en caoutchouc et la production chimique.

**L'appréciation du peso (COP) s'explique par deux facteurs principaux :** (i) la forte augmentation de la confiance des investisseurs dans la perspective de l'élection du nouveau gouvernement dirigé par Abelardo de la Espriella (cf. [Brève semaine 26](#)) et (ii) la décision de la Banque centrale de relever le taux directeur à 12 % (cf. [Brève semaine 27](#)) qui a rendu les actifs libellés en pesos plus attractifs.

**En juin, l'inflation atteint 6,1 %.**

**En juin, l'inflation annuelle s'est établie à 6,1 %, soit le niveau le plus élevé depuis août 2024,** selon l'Institut statistique. L'inflation annuelle a de nouveau augmenté après s'être établie à 5,8 % en mai 2026. Selon la Banque centrale, une inflation de 6,5 % est attendue d'ici la fin de l'année, soit un niveau éloigné de l'objectif de 3 % fixé par l'institution. Pour sa part, l'inflation mensuelle a atteint 0,4 %.

**Trois groupes ont contribué à environ 87 % de l'inflation totale :** le logement et les services publics (+0,5 % en g.a), l'alimentation (+0,7 %), la restauration et l'hébergement (+0,4 %). Bucaramanga (7,1 %), Pereira et Medellín (7,0 % chacun) ont enregistré les niveaux d'inflation

les plus élevés. Bien que la dynamique de l'indexation soit moins marquée qu'en début d'année, les facteurs d'inflation liés aux coûts du travail, notamment la hausse du salaire minimum (cf. [Brèves semaine 8](#)), continuent de contribuer à l'accélération de l'inflation. En outre, cette hausse, en partie inattendue, s'explique par une inflation plus élevée des prix réglementés, reflétant principalement la hausse des tarifs de l'électricité et du gaz, les acteurs du marché anticipant les effets du phénomène El Niño (cf. [Brèves semaine 21](#)).

**En 2025, la croissance du PIB s'est concentrée dans les départements diversifiés tandis que celle des économies extractives s'est essoufflée.**

**La concentration territoriale du PIB reflète le dynamisme des économies diversifiées.** En 2025, Bogota (+2,8 % de croissance du PIB départemental en g.a), Antioquia (+2,5 %) et Valle del Cauca (+2,5 %), dont les économies reposent sur les services, l'industrie et le commerce, continuent de concentrer l'essentiel de la croissance. À eux seuls, ils représentent près de la moitié du PIB national.

**Les départements dont l'économie repose sur l'extraction de ressources ont connu un net ralentissement économique.** Après avoir bénéficié du boom pétrolier des années 2000 et 2010, des départements comme le Meta, La Guajira et Casanare enregistrent désormais une stagnation, voire une contraction de leur activité. Entre 2022 et 2025, le PIB de La Guajira a ainsi reculé de -22 %, tandis que Casanare a enregistré la plus forte baisse de la croissance du pays en 2025 (-2,2 %).

**Au-delà de la baisse des prix en 2025, la baisse des réserves ainsi que l'insécurité ont limité l'activité extractive.** En effet, les réserves prouvées d'hydrocarbures se réduisent progressivement (cf. [Brèves semaine 27](#)) et les orientations de la politique de transition énergétique du gouvernement sortant (interdiction des nouvelles explorations),

combinées aux difficultés sécuritaires dans certaines régions, ont contribué à freiner les investissements et l'activité économique.

**En 2026, la hausse des prix du pétrole au premier semestre devrait permettre à ces départements de retrouver un dynamisme.**

Entre janvier et mai 2025, les exportations de combustibles et de produits des industries extractives ont augmenté de 18,5 % en g.a.

Indicateurs	Variation hebdo.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,2%	35,8%	2293
Change USD/COP	-3,1%	-19,3%	3242
Change EUR/COP	-3,1%	-20,9%	3717
Prix du baril (Brent, USD)	5,4%	7,8%	76,01

## Équateur

**Au T1 2026, les remesas vers l'Équateur ont augmenté de 7,7 %.**

**Entre janvier et mars 2026, les remesas (envoi des fonds depuis l'étranger) arrivées en Équateur ont atteint 1,9 Md\$, soit une hausse de 7,7 % (en g.a),** selon la Banque centrale de l'Équateur. Ces fonds représentent un soutien fondamental à la consommation des ménages, mais également l'une des principales sources de devises pour le pays. En effet, au T1 2026, les remesas étaient quatre fois supérieures au montant de l'investissement direct étranger (IDE) dans le pays, qui atteignait 431,5 M\$.

**Toutefois, cette croissance a ralenti par rapport au T1 2025,** où les remesas avaient augmenté de 23,7 % (en g.a), dans un contexte d'environnement favorable pour les migrants à l'étranger. En 2025, les remesas ont atteint un record historique de 7,7 Md\$. Les États-Unis restent de loin le principal pays d'origine (près de 80 % des remesas reçues). Néanmoins, les mois à venir pourraient présenter un scénario moins favorable. Depuis janvier 2026, une taxe fédérale de 1 % sur certaines remesas en

espèces est entrée en vigueur aux États-Unis, ce qui pourrait accroître le coût d'une partie des transferts, bien que ceux effectués via des comptes bancaires ou des plateformes numériques restent exemptés. Le comportement des envois de fonds dépendra avant tout de l'évolution de l'économie et des politiques migratoires étatsuniennes.

**Malgré une relative hausse des IDE au T1 2026, ces derniers restent à un niveau faible.**

**Au premier trimestre 2026, les IDE de l'Équateur se sont établis à 431,5 M\$,** le niveau le plus élevé observé sur un premier trimestre depuis au moins 20 ans, selon le dernier rapport de la Banque centrale. Ce montant représente une hausse de 85,7 % par rapport à la même période de 2025 et de 286 % par rapport à 2024.

**Toutefois, cette progression ne se traduit pas forcément par l'arrivée de nouveaux investissements.** Une part importante du résultat est imputable au réinvestissement des bénéfices des entreprises étrangères déjà implantées dans le pays, évalués à 246,7 M\$, ainsi qu'à des opérations comptables de recapitalisation qui n'impliquent pas nécessairement de nouvelles entrées de devises et d'investissements productifs. Les flux liés à la ligne comptable « autre capital » ont également contribué à hauteur de 46 M\$. Les IDE au T1 se sont concentrés dans le commerce (149,4 M\$), suivi de l'agriculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche (101,8 M\$), de l'industrie manufacturière (90,7 M\$).

**Malgré ce record, les IDE représentent toujours moins de 1 % du PIB équatorien,** un niveau inférieur à celui de la Colombie (3,3 %) et du Pérou (2,3 %). La faiblesse des investissements reflète ainsi des cadres réglementaires et fiscaux complexes.

**Face au déclin du champ pétrolier de Sacha, le gouvernement souhaite mettre en place un partenariat privé.**

**Le champ pétrolier de Sacha demeure le principal gisement d'Équateur malgré un recul de sa production** au cours des cinq premiers mois de 2026. Selon les données officielles, il a produit en moyenne 70 778 barils par jour (b/j), soit une baisse de -5,3 % par rapport à la même période de 2025. Le champ de Sacha représente néanmoins près de 20 % de la production nationale de pétrole brut, confirmant son rôle stratégique. Après une production stable entre janvier et avril, le champ a atteint 72 160 b/j en mai, son meilleur niveau depuis le début de l'année. Les champs d'Auca et de Shushufindi occupent les deuxième et troisième rangs en volume de production. Afin de maintenir les performances du bloc, Petroecuador a foré cinq nouveaux puits, en a complété quatre et mené plusieurs opérations de réhabilitation.

**Parallèlement, le gouvernement de Daniel Noboa poursuit ses démarches pour attirer des investissements privés** afin d'accroître la production de Sacha. Plusieurs modèles contractuels sont à l'étude, notamment des contrats de services, des partenariats stratégiques ou un mécanisme de type « *Swiss Challenge* » (mécanisme de passation de marchés publics où une offre privée non sollicitée est publiée pour concurrence, tout en permettant à son auteur initial de s'aligner sur une éventuelle offre meilleure). Cette nouvelle tentative intervient après l'échec, en 2025, de l'attribution du champ au consortium sino-canadien Sinopetrol.

# Guyana

La production d'électricité dans le cadre du projet « Gas-to-Energy » devrait être opérationnelle d'ici décembre 2026.

Le projet « Gas-to-Energy » est entré dans une phase décisive : les ingénieurs s'apprêtent désormais à injecter du gaz naturel dans le réseau et travaillent pour que la production d'électricité soit opérationnelle d'ici décembre 2026. Le projet « Gas-to-Energy » vise à mettre en place les infrastructures nécessaires pour acheminer le gaz naturel depuis le bloc *Stabroek*, vers une installation intégrée de traitement située à Wales, sur la rive ouest du Demerara. L'installation est conçue pour réceptionner du gaz naturel et le séparer en différents composants. Le méthane sera le principal composant gazeux utilisé pour alimenter la production d'électricité. Les composants gazeux restants seront condensés en liquides qui pourront être récupérés et stockés. Ces sous-produits pourront alimenter toute une série d'industries en aval, notamment la production de plastiques, ouvrant ainsi des perspectives d'expansion industrielle future. L'installation de traitement du gaz est initialement conçue pour traiter 50 millions de pieds cubes standard (scf) de gaz par jour, et dispose d'infrastructures, déjà en place, permettant d'étendre sa capacité à 120 millions scf par jour à l'avenir.

Les travaux de construction en cours constituent la deuxième phase du projet. La centrale est conçue pour offrir une grande souplesse d'exploitation, ce qui lui permettra de fonctionner dans un premier temps en cycle simple, puis de passer ultérieurement à un système à cycle combiné qui récupèrera les gaz d'échappement chauds afin de produire davantage d'électricité. La construction de la deuxième phase devrait s'achever dans les trois prochains mois.

# Pérou

La reconduction de Julio Velarde à la tête de la Banque centrale conforte la stabilité macroéconomique du Pérou.

Le président de la Banque centrale du Pérou, Julio Velarde, a accepté de rester en fonction pour un cinquième mandat consécutif de cinq ans. À la tête de l'institution depuis 2006, il a traversé dix présidences et est largement reconnu pour avoir préservé la stabilité monétaire et maintenu l'une des inflations les plus faibles d'Amérique latine. Sa reconduction est perçue comme un signal de continuité institutionnelle à l'approche de l'entrée en fonction du nouveau gouvernement.

Cette décision contribue à renforcer la crédibilité de la politique monétaire et à rassurer les investisseurs dans un contexte marqué par les incertitudes liées à la transition politique et aux risques associés au phénomène *El Niño*.

Le Pérou atteint son plus bas niveau historique dans le classement mondial de la compétitivité

Le Pérou se classe 60<sup>e</sup> sur 70 pays dans l'édition 2026 du *World Competitiveness Ranking* de l'Institut pour le développement de la gestion (IMD), mais son score recule de 45,9 à 43,3 points, son niveau le plus faible depuis son entrée dans le classement. Si le pays améliore légèrement sa performance économique (44<sup>e</sup>), portée notamment par la stabilité des prix, ce progrès est contrebalancé par la faiblesse persistante des institutions, des infrastructures et du climat des affaires. Le Pérou se classe ainsi dernier pour les indicateurs de corruption et de risque d'instabilité politique, tandis que les infrastructures reculent à la 65<sup>e</sup> place, pénalisées par les déficits en eau, l'éducation et la recherche.

**À l'échelle régionale, le Pérou se situe derrière le Chili (43<sup>e</sup>), l'Argentine (58<sup>e</sup>) et la Colombie (59<sup>e</sup>),** mais devant le Mexique (62<sup>e</sup>), le Brésil (65<sup>e</sup>) et le Venezuela (70<sup>e</sup>). Le rapport souligne que le maintien de la stabilité macroéconomique ne suffira pas à restaurer la compétitivité du pays sans réformes des institutions, l'amélioration des infrastructures et de l'environnement des affaires.

**L'exploration minière confirme le potentiel géologique du Pérou malgré un territoire encore très peu exploré**

**Le portefeuille d'exploration minière du Pérou pour 2026 comprend 69 projets représentant un investissement total de 757 M\$,** selon l'Institut géologique, minier et métallurgique (Ingemmet). Les régions d'Apurímac (12 projets) et d'Arequipa (8 projets) concentrent la plus forte activité exploratoire. Ingemmet souligne que seulement 0,3 % du territoire national a fait l'objet de travaux d'exploration, mettant en évidence l'important potentiel géologique encore inexploré du pays.

**Dans un contexte de forte demande mondiale en minerais critiques pour la transition énergétique,** les autorités considèrent ce potentiel comme un levier de croissance à moyen terme. Les perspectives de nouvelles découvertes restent toutefois conditionnées par la capacité du pays à transformer ce potentiel géologique en projets miniers effectivement développés et à attirer des investissements étrangers.

## Suriname

**Le gouvernement lance un programme de prêts hypothécaires à partir de 3 %.**

**Ces prêts seront accordés par les banques locales à des taux d'intérêt subventionnés de 3 à 5 % pour les ménages à revenus faibles et intermédiaires.** Le Programme national pour le logement, lancé par la présidente Jennifer

Simons, a pour objectif de lutter contre la pénurie de logements à laquelle le pays est confronté. En effet, les Surinamais auront accès à des prêts hypothécaires abordables pour l'achat, la construction, la rénovation ou l'agrandissement d'un logement via le Fonds national pour le logement. Les ménages ayant un revenu mensuel net allant jusqu'à 530\$ (20 000 SRD) peuvent obtenir un prêt hypothécaire à 3 %, tandis que ceux disposant de revenus allant jusqu'à 930\$ (35 000 SRD) seront soumis à un taux d'intérêt de 5 %. Les montants maximaux de crédit sont respectivement de 19 900\$ (750 000 SRD) et 31 830\$ (1,2 M SRD). Les bénéficiaires seront libres de choisir l'entrepreneur et la banque, et la période de remboursement pourra aller jusqu'à trente ans, afin que les mensualités restent abordables.

**La pénurie de logements est très importante : selon la ministre des Affaires sociales et du Logement, près de 30 000 personnes seraient dans le besoin, soit près de 5 % de la population.** Néanmoins, le budget disponible pour 2026 s'élèverait à 6,6 M\$ (250 M SRD), ce qui ne permettrait de financer que 300 à 350 logements.

## Venezuela

**La signature du décret d'application permet la mise en œuvre de la réforme des hydrocarbures.**

**La présidente par intérim Delcy Rodríguez a signé le décret d'application précisant la Loi organique sur les hydrocarbures afin d'attirer les investissements privés nationaux et internationaux.** La réforme avait été adoptée en janvier et la période accordée au ministère des Hydrocarbures pour évaluer et adapter les accords existants avec les co-entreprises et publier le décret d'application s'arrêtait fin juillet. Cette réforme ouvre la voie aux entreprises privées nationales et étrangères

pour construire, posséder et exploiter des raffineries indépendantes grâce à un système d'autorisation simplifié délivré par le ministère des Hydrocarbures.

**Au niveau domestique, le décret met fin à un système contrôlé par l'État.** Il (i) met fin à l'exclusivité de l'État sur les stations-service et la chaîne de transport principale et (ii) formalise un système de prix internationaux alignés sur les prix du marché, tout en maintenant des subventions directes et ciblées pour les secteurs vulnérables (transports publics, alimentation – sans que les stations-service n'en supportent les pertes). Enfin, le décret permet d'assouplir les règles d'exploitation afin de permettre l'implantation de stations-service en libre-service privées.

**Les entreprises privées auront également la possibilité de commercialiser leurs produits sous leurs propres marques,** un changement qui modifie le modèle traditionnel dans lequel cette fonction revenait presque

exclusivement à PdVSA. La réforme introduit également des modifications fiscales visant à rendre les projets d'investissement plus compétitifs, notamment en réduisant le taux d'impôt sur le revenu pétrolier de 50 % à 34 % pour les champs pétroliers encore non développés.

**Les tremblements de terre ont réduit la connexion Internet d'environ 50 %.**

**Les séismes du 24 juin ont rompu le câble sous-marin à fibre optique qui relie le pays au réseau international, réduisant la capacité du réseau Internet à près de 50 %,** selon la Commission nationale des télécommunications du Venezuela (Conatel). La Guaira reste sans connexion, tandis que, dans le reste du territoire, la navigation est lente et la congestion accrue. Pour remédier à cette situation, Starlink - société d'Internet par satellite propriété d'Elon Musk - a annoncé qu'elle offrirait un service gratuit jusqu'au 25 juillet dans les zones touchées par les séismes.

# Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
				2025	2026 p.			2023	Variation par rapport à 2022	
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

[jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr), [sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr](mailto:sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Louis BRUGEL, Carla DERVILLE, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Marie REBOURS, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)